



RCS : CLERMONT FERRAND

Code greffe : 6303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CLERMONT FERRAND atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 00606

Numéro SIREN : 811 825 157

Nom ou dénomination : AAA EXPERTISES (3A EXPERTISES)

Ce dépôt a été enregistré le 09/06/2015 sous le numéro de dépôt 3549

DÉPOT N° A3549 DU 05/06/2015

L'AN DEUX MIL QUINZE

Le SEIZE FEVRIER

Maître David DUPIC, Notaire Associé, membre de la Société Civile Professionnelle "Hervé COURAUD et David DUPIC, Notaires Associés" titulaire d'un Office Notarial dont le siège social est à LA BOURBOULE (Puy-de-Dôme), Résidence Parc Fenestre, 14, Avenue Agis Ledru, soussigné.

A RECU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après identifiées, contenant : STATUTS d'une société par actions simplifiée unipersonnelle.

Monsieur Emmanuel PASQUIER, sans profession, époux de Madame Anne-Emmanuelle GOIJON, demeurant à PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) 41, Impasse Croix Blanche.

Né à NANTES (Loire-Atlantique) le 31 décembre 1974.

Marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à son union célébrée à la Mairie de PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) le 9 août 2014.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Emmanuel PASQUIER est ici représentée par Madame Laurence VARENAS, Notaire Stagiaire, demeurant professionnellement en l'Office Notarial de LA BOURBOULE, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date à PONT DU CHATEAU du 3 février 2015, demeurée ci-annexée après mention.

INTERVENTION DE CONJOINT D'ASSOCIE

Il est déclaré par Monsieur Emmanuel PASQUIER que les biens par lui apportés sont des biens propres, lui provenant d'avant son mariage.

Aux présentes et à l'instant même est intervenue :

LV

DC

SB

Madame Anne-Emmanuelle GOUJON, Commissaire de Police, épouse de Monsieur Emmanuel PASQUIER, demeurant à PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) 41, Impasse Croix Blanche.

Née à CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme) le 17 novembre 1985.

Madame Anne-Emmanuelle GOUJON est ici représentée par Madame Agnès CHASSAGNE, Secrétaire, demeurant professionnellement en l'Office Notarial de LA BOURBOULE, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date à PONT DU CHATEAU du 6 février 2015, demeurée ci-annexée après mention.

LE CONJOINT DE L'APPORTEUR, déclare :

- Avoir été avertie du projet de constitution de la présente société ;
- Que les biens et droits apportés par son conjoint lui appartiennent en propre et qu'aucun motif juridique ne s'oppose au transfert de la propriété dudit apport à la société.

Lequel a convenu de constituer la société dont il va établir les statuts.

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La société a la forme d'une Société par Actions Simplifiée ne comportant qu'un seul associé régie par les dispositions des articles L. 224-1 et suivants du Code de Commerce, telle qu'elle a été aménagée par la loi numéro 94-1 du 3 janvier 1994 relative à la société par actions simplifiée et modifiée par la loi numéro 99-587 du 12 juillet 1999.

A tout moment, la société pourra devenir pluripersonnelle ou redevenir unipersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet : Expertises Bâtiments, Expertises Incendies, Expertises d'assurés, Expertises d'assurances, Recherches des Causes et Circonstances des Incendies, Expertises amiables, Expertises judiciaires, Assistances techniques, Constats techniques, Réceptions de chantiers, Conseils et consultations techniques.

Et plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la société est : AAA EXPERTISES (3A EXPERTISES).

Dans tous actes, factures et papiers émanant de la société, cette dénomination devra toujours être précédée ou immédiatement suivie de la mention 'société par actions simplifiée' ou des initiales 'S.A.S' et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

LV

DC

SD

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) 41, Impasse Croix Blanche.

Il pourra être transféré en tout autre endroit par décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La prorogation de la société est décidée par l'associé unique.

La durée de la société peut également être réduite à toute époque par décision de l'associé unique.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS**ARTICLE 6 - APPORTS**

Monsieur Emmanuel PASQUIER apporte à la société, présentement constituée, savoir :

Apport en numéraire

La somme de MILLE EUROS ci 1.000,00 €

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de MILLE EUROS (1.000,00 €).

Il est divisé en 100 actions de DIX EUROS (10,00 €) chacune, numérotées de 1 à 100.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par une décision unilatérale de l'associé unique prise dans les conditions fixées par les statuts.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES APPORTS

Les fonds correspondant aux apports en numéraire ont été déposés, ce jour, en la comptabilité de l'Office Notarial de LA BOURBOULE, sur un compte ouvert au nom de la société en formation, ce que l'associé unique reconnaît et dont il s'en donne décharge.

Conformément à la loi, le retrait de ces fonds ne pourra être effectué par la gérance ou son mandataire qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, et sur présentation du certificat du greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription sur les comptes et registres de la société conformément à la réglementation en vigueur.

L'associé unique peut demander à la société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

CV

DC

JD

ARTICLE 11 - CESSIION DES ACTIONS

Transmission

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction donnée et signée du cédant ou de son représentant ès qualités.

Tous les transferts d'actions seront portés dans le registre des mouvements de titres sur production d'un ordre de mouvement de titres.

Il est ouvert un compte d'associé au nom de l'associé unique, qui fait état du nombre d'actions émises par la société et détenues par celui-ci.

Il en sera de même pour toutes les valeurs mobilières qui seront émises par la société.

Indivisibilité

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Cessions d'actions

Dans l'hypothèse où la société deviendrait pluripersonnelle :

Agrément collectivité des associés

Si la société vient à compter plusieurs actionnaires, toute cession d'actions, même entre actionnaires, sera soumise à agrément de la collectivité des actionnaires.

1.- L'agrément à la cession sera donné par décision collective des actionnaires à la majorité des deux tiers, le cédant ne prenant pas part au vote. Elle n'aura pas à être motivée et s'appliquera à la totalité des actions objet du projet de cession notifié.

2.- La demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert, sera notifiée par le cédant à la société et à chaque actionnaire.

Si la société n'a pas notifié sa décision au cédant dans le délai de trois mois à compter du jour de la notification de sa demande, l'agrément sera réputé acquis et la cession projetée pourra intervenir.

Si le cessionnaire proposé par le cédant n'est pas agréé, et si le cédant ne fait pas connaître à la société, dans le délai d'un mois du refus d'agrément, qu'il renonce à la cession, le président sera tenu de faire racheter les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires ou tiers soit, mais avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital social, dans un délai de six mois à compter de la notification au cédant de la décision dont il résulte que l'agrément n'a pas été accordé.

A cette fin et à défaut de se mettre d'accord avec le cédant sur le prix de rachat, le président pourra faire procéder à l'expertise prévue à l'article 1843-4 du Code civil et, à cet effet, fera toutes mises en demeure jugées opportunes.

Toutes notifications à intervenir en application de la présente clause seront valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de pluralité de candidatures d'actionnaires, les actions à racheter seront réparties entre les candidats au prorata du nombre d'actions qu'ils détenaient lors de la notification à la société du projet de cession non agréé et dans la limite de leur demande ; le reliquat, s'il en existe, sera affecté aux actionnaires dont les demandes ne sont pas entièrement satisfaites en respectant le prorata ci-

CV

DL

DD

dessus et ainsi de suite jusqu'à affectation totale, l'arrondissement étant toujours fait à l'unité inférieure. Le reliquat, s'il en reste un, sera ensuite proposé à une ou plusieurs personnes choisies par le président ou racheté par la société comme précisé ci-dessus.

3.- A défaut de rachat effectif de la totalité des actions concernées dans le délai de trois mois, éventuellement prorogé, à compter de la notification au cédant de la décision dont il résultait que l'agrément du projet initial de cession n'était pas accordé, ce projet sera réputé agréé.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Concernant les bénéfices et l'actif de la société, chaque action donne droit à une partie proportionnelle à la quantité de capital représentée par l'action.

L'associé unique ne sera responsable du passif de la société qu'à concurrence du montant représenté par la valeur nominale des actions qu'il détiendra.

TITRE III - ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SON DIRIGEANT - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 13 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

Administration

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, pouvant être associé ou non de la société.

Pouvoirs

Dans les rapports de la société avec les tiers, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique.

Le président peut, sous sa responsabilité, donner tout mandat qu'il juge nécessaire.

Toutes décisions ne relevant pas de la compétence de l'associé unique sont de la compétence du président.

Désignation

Le président est désigné et révoqué par une décision de l'associé unique. La décision de nomination déterminera la durée de son mandat, le montant ou le caractère fixe ou variable de sa rémunération éventuelle.

Lorsque le président est une personne morale, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La personne morale nommée président doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

CV

de

→

Cessation des fonctions

L'associé unique peut mettre fin à tout moment au mandat du président. La révocation n'a pas à être motivée.

Le président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée un mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

Directeur général

Le président peut demander à être assisté d'un directeur général personne morale ou physique qui est désigné et révoqué par l'associé unique.

Si le directeur est une personne physique, il peut être également salarié de la société.

Pouvoirs du directeur général

Les pouvoirs du directeur général, la durée de son mandat et le montant de sa rémunération sont définis dans la décision le nommant.

Le directeur général aura droit au remboursement du montant de ses frais sur justificatifs des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la société.

Le directeur général est révoqué par décision de l'associé unique.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Le commissaire aux comptes s'il en existe au sein de la société présente à l'associé unique un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et un de ses dirigeants.

L'associé unique statue sur ce rapport.

Lorsque le président n'est pas associé, les conventions intervenues entre celui-ci, directement ou par personnes interposées, et la société sont soumises à l'approbation de l'associé unique.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Il est interdit aux dirigeants de la société autres que les personnes morales, à leur conjoint, ascendants et descendants de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par celle-ci un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser leurs engagements envers les tiers par la société. (Article 262-13 de la loi, renvoyant à l'article 106).

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires s'il doit en exister au sein de la société, conformément aux prescriptions légales.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants sont désignés, s'il existe des commissaires aux comptes au sein de la société, à l'effet de remplacer le ou les commissaires aux comptes titulaires s'il en existe au sein de la société, en

CV

DC

SD

cas de décès, d'empêchement ou de démission. La suppléance d'un commissaire aux comptes titulaire s'il en existe au sein de la société est assurée par le plus âgé des commissaires aux comptes suppléants.

Dans le cas où la société aurait des filiales ou des participations et serait astreinte à publier des comptes consolidés, elle devra désigner au moins deux commissaires aux comptes titulaires.

Les commissaires aux comptes s'il en existe au sein de la société sont choisis par les personnes physiques ou morales habilitées dans le cadre des dispositions légales, et sont désignés, dans les statuts, pour une durée de six exercices.

Au cours de la vie sociale, les commissaires aux comptes s'il en existe au sein de la société sont nommés par décision de l'associé unique, et leur nom n'a pas à être mentionné dans la mise à jour des statuts.

Les fonctions du ou des commissaires aux comptes suppléants s'il en existe au sein de la société prennent fin à la date d'expiration des mandats du ou des commissaires aux comptes titulaires s'il en existe au sein de la société, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Lorsque l'empêchement a cessé, le commissaire ou les commissaires aux comptes titulaires s'il en existe au sein de la société reprennent leurs fonctions, après la prochaine décision de l'associé unique approuvant les comptes.

Le ou les commissaires aux comptes s'il en existe au sein de la société effectuent les vérifications et contrôles et établissent les rapports prévus par la loi.

Leurs attributions sont fixées par la loi.

La rémunération du ou des commissaires aux comptes s'il en existe au sein de la société est fixée suivant les modalités réglementaires en vigueur.

ARTICLE 16 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits prévus par l'article L 432-6 du Code du Travail auprès du président.

TITRE IV - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

ARTICLE 17 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

Compétence de l'associé unique

L'associé unique est seul compétent pour :

- Nommer et révoquer le président,
- Nommer et révoquer les autres dirigeants,
- Décider de la rémunération du président et des autres dirigeants,
- Nommer les commissaires aux comptes s'il en existe au sein de la société,
- Modifier les statuts,
- Approuver les comptes annuels,
- Affecter les résultats,
- Approuver le rapport présenté par le commissaire aux comptes s'il en existe au sein de la société sur les conventions entre la société et ses dirigeants,
- Augmenter, amortir ou réduire le capital,
- Décider une opération de fusion, de scission ou d'un apport partiel d'actif,
- Dissoudre la société,

CV

De

SS

Décisions

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

L'associé unique peut prendre ses décisions d'office ou sur demande du président.

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont constatées par un procès-verbal.

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre de chaque année.

Toutefois, le premier exercice social prendra effet à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, pour se terminer le trente et un décembre de l'année en cours.

ARTICLE 19 - COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, la société, par son président, dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et usages du commerce.

Il établit également un rapport sur la gestion de la société durant l'exercice écoulé.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après le rapport du commissaire aux comptes s'il en existe au sein de la société, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 20 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

TITRE VI - CONSTITUTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 21 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Le premier président de la société nommé aux termes des présents statuts est : Monsieur Emmanuel PASQUIER,

CV DC D

Le président déclare accepter les fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements.

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires s'il en existe au sein de la société, ainsi qu'un ou plusieurs commissaires suppléants appelés à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Les commissaires aux comptes s'il en existe au sein de la société sont désignés par l'associé unique.

TITRE VII - DISSOLUTION DE SOCIETE

ARTICLE 23 - DISSOLUTION DE LA SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil, la dissolution de la société entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait eu lieu à liquidation.

Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution de la société dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci, conformément à l'article précité.

ARTICLE 24 - FORMALITES DE PUBLICITE

1°) Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

2°) En cas d'apport en nature, l'associé unique requiert le Notaire soussigné d'effectuer dans les meilleurs délais, la publication des présents statuts au bureau des hypothèques compétent, ceci dès avant l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et sous la condition de cette immatriculation, le tout afin qu'à compter de celle-ci, les effets de la formalité de la publicité foncière rétroagissent à la date de son accomplissement.

Si, lors et par suite de l'accomplissement de cette formalité, ou postérieurement dans les délais prévus aux articles 2379, 2381 et 2383 du Code Civil pour l'inscription des privilèges spéciaux, il existe ou survient des inscriptions grevant l'immeuble ou les immeubles apportés du chef de l'apporteur ou des précédents propriétaires, l'apporteur s'oblige à rapporter à ses frais les mainlevées et certificats de radiation des inscriptions qui seraient alors révélées dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite à son domicile ci-dessus mentionné.

3°) L'apport fera l'objet des formalités de publicité prescrites par les dispositions légales ou réglementaires y relatives, notamment pour leur opposabilité aux tiers.

CV

De

→

ARTICLE 25 - ACTES SOUSCRITS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

L'associé unique, a établi un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour la société.

Cet état sera annexé aux présents statuts.

L'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés entraînera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

En outre, le président, associé unique de ladite société, agira au nom et pour le compte de la société en formation, jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, et passera les actes et prendra les engagements pour le compte de la société.

* L'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés comportera reprise de ces actes et engagements.

ARTICLE 26 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CLERMONT-FERRAND.

ARTICLE 27 - MENTION LEGALE D'INFORMATION

L'Office Notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les partenaires légalement habilités tels que les services de la publicité foncière de la DGFIP,
- les offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales.

Pour les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret numéro 2013-803 du 3 septembre 2013, les informations relatives à l'acte, au bien qui en est l'objet, aux montants de la transaction, des taxes, frais et commissions seront transmises au Conseil Supérieur du Notariat ou à son délégué pour être transcrites dans une base de données immobilières.

En vertu de la loi numéro 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du Correspondant Informatique et Libertés désigné par l'office à : cil@notaires.fr.

ARTICLE 28 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, l'associé unique fait élection de domicile en sa demeure.

CV

DC

DD

DONT ACTE sur onze pages

FAIT en l'étude du Notaire soussigné, les jour, mois et an ci-dessus.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes, les déclarations les concernant, puis le Notaire soussigné a recueilli leur signature et a lui-même signé.


Cet acte comprenant :

- Lettre(s) nulle(s) : aucun
- Blanc(s) barré(s) : aucun
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) : aucun
- Chiffre(s) nul(s) : aucun
- Mot(s) nul(s) : aucun
- Renvoi(s) : aucun



Annexe à la minute d'un acte reçu
par le Notaire associé soussigné,
ce jourd'hui même

PROCURATION POUR

CONSTITUER UNE SOCIETE

PAR

Monsieur Emmanuel PASQUIER, sans profession, époux de Madame Anne-Emmanuelle GOUJON, demeurant à PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) 41, Impasse Croix Blanche.

Né à NANTES (Loire-Atlantique) le 31 décembre 1974.

Marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à son union célébrée à la Mairie de PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) le 9 août 2014.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommé LE MANDANT.

AU PROFIT DE

Tout collaborateur de l'étude de Maître David DUPIC, Notaire Associé à LA BOURBOULE.

Ci-après dénommé LE MANDATAIRE.

A qui il donne pouvoir, pour lui et en son nom, de :

CONSTITUER la société ayant les caractéristiques principales suivantes :

FORME :

La société a la forme d'une Société par Actions Simplifiée ne comportant qu'un seul associé régie par les dispositions des articles L. 224-1 et suivants du Code de Commerce, telle qu'elle a été aménagée par la loi numéro 94-1 du 3 janvier 1994 relative à la société par actions simplifiée et modifiée par la loi numéro 99-587 du 12 juillet 1999.

A tout moment, la société pourra devenir pluripersonnelle ou redevenir unipersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

OBJET SOCIAL :

La société a pour objet : Expertise Bâtiment, Expertise Incendie, Recherche des Causes et Circonstances des Incendies, Expertise amiable, Expertise judiciaire, Assistance technique, Constat technique, Réception de chantier, Conseils et consultations technique.

SIEGE SOCIAL :

PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) 41, Impasse Croix Blanche.

DENOMINATION :

AAA EXPERTISES (3A EXPERTISES)

DUREE :

99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

CAPITAL SOCIAL :

MILLE EUROS (1.000,00).

Il sera divisé en 100 actions de DIX EUROS (10,00 €) chacune, numérotées de 1 à 100.

Les actions dans le capital initial seront souscrites par le MANDANT de la manière suivante :

Monsieur Emmanuel PASQUIER apporte à la société, présentement constituée, savoir :

Apport en numéraire

La somme de MILLE EUROS ci 1.000,00 €

- OBLIGER le MANDANT au paiement de son apport suivant le mode et dans les délais que le MANDATAIRE avisera.

- STIPULER que la société sera gérée et administrée par : Monsieur Emmanuel PASQUIER.

- FIXER ses pouvoirs et la durée de son mandat.

- STIPULER, dans les termes et conditions que le MANDATAIRE jugera convenables, toutes conventions relatives au pacte social, aux apports, aux comptes courants des associés, à la rémunération des dirigeants sociaux, à la répartition des bénéfices et des pertes, à la cession des droits sociaux tant à titre onéreux que gratuit, entre vifs ou par décès, à l'administration de la société, sa modification, sa prorogation, sa dissolution, sa liquidation.

- SOUSCRIRE toutes déclarations de conformité ou autres.

- PROCEDER à toutes formalités de publicité légale, de dépôt et d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

- SATISFAIRE à toutes obligations fiscales relatives à la constitution.

- CONFERER, le cas échéant, tous pouvoirs pour permettre la réalisation et la prise en charge par la société des actes et engagements entrant dans son objet

pendant la période antérieure à son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

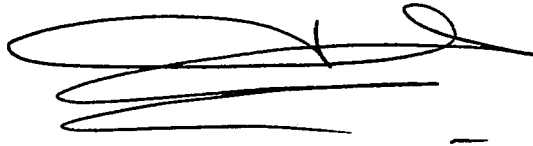
- RECONNAITRE que LE MANDANT a reçu un projet de l'acte de constitution de société et déclarer avoir reçu toutes explications utiles.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes et pièces, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

LE MANDATAIRE sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu des présentes par le seul fait de l'accomplissement de l'opération, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

Fait à *Paris des Châteaux*

Le *03 Février 2015*

A large, stylized handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Annexe à la minute d'un acte reçu
par le Notaire associé soussigné,
ce jourd'hui même

PROCURATION PAR LE CONJOINT

POUR INTERVENIR A UN ACTE DE STATUTS

PAR

Madame Anne-Emmanuelle GOUJON, Fonctionnaire Attachée du Ministère de l'Intérieur, épouse de Monsieur Emmanuel PASQUIER demeurant à PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) 41, Impasse Croix Blanche.

Née à CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme) le 17 novembre 1985.

Mariée sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à son union célébrée à la Mairie de PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) le 9 août 2014, ledit régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de résident au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommée LE MANDANT.

AU PROFIT DE

Tout collaborateur de l'étude de Maître David DUPIC, Notaire Associé à LA BOURBOULE.

Ci-après dénommé LE MANDATAIRE.

Le MANDANT, préalablement aux présentes, expose ce qui suit :

EXPOSE

Il est envisagé la constitution d'une société, qui aura les caractéristiques suivantes :

- Elle serait dénommée : AAA EXPERTISES (3A EXPERTISES).
- Elle aurait pour objet social : Expertise Bâtiment, Expertise Incendie, Recherche des Causes et Circonstances des Incendies, Expertise amiable, Expertise judiciaire, Assistance technique, Constat technique, Réception de chantier, Conseils et consultations technique.
- Elle aurait pour siège social : PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) 41, Impasse Croix Blanche.
- Elle aurait un capital social de : MILLE EUROS (1.000,00).

L'associé unique de cette société sera la personne suivante :

Monsieur Emmanuel PASQUIER, sans profession, époux de Madame Anne-Emmanuelle GOUJON, demeurant à PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) 41, Impasse Croix Blanche.

Né à NANTES (Loire-Atlantique) le 31 décembre 1974.

Marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à son union célébrée à la Mairie de PONT DU CHATEAU (Puy-de-Dôme) le 9 août 2014.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

CECI EXPOSE, il est passé à la procuration objet des présentes.

LE MANDANT donne pouvoir de, pour lui et en son nom :

- DECLARER avoir été averti par son conjoint, que celui-ci se propose d'apporter à la société dont il va être associé, la somme de 800,00 Euros et que les biens par lui apportés sont des biens propres, lui provenant d'avant son mariage.

L'apport serait rémunéré par 100 parts sociales ou actions de HUIT EUROS (8,00 €) chacune.

La signature des statuts de la société dénommée en tête des présentes est prévue en l'étude de Maître David DUPIC, Notaire Associé à LA BOURBOULE.

- DECLARER que l'associé fait cet apport pour lui tenir lieu de REMPLI de ses deniers propres, afin que les parts sociales attribuées en rémunération de son apport lui demeurent propre par l'effet de la subrogation réelle, en application des articles 1406 alinéa 2 et 1434 du Code Civil.

- PRENDRE connaissance de l'acte de statuts de la société.

- RECONNAITRE la réalité et la sincérité des déclarations de son conjoint, quant à l'origine des deniers avec lesquels il finance cet apport.

- DECLARER qu'il ne saurait y avoir, de sa part, aucune contestation sur le caractère de bien propre conféré au bien acquis par son conjoint par l'effet des déclarations exposées ci-dessus, et s'interdire d'élever aucune contestation ni réclamation quelconque dans l'avenir à ce sujet.

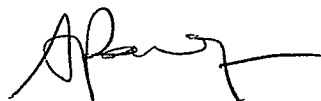
- RECONNAITRE que LE MANDANT a reçu un projet de l'acte de constitution de société et déclarer avoir reçu toutes explications utiles.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes et pièces, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

LE MANDATAIRE sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu des présentes par le seul fait de l'accomplissement de l'opération, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

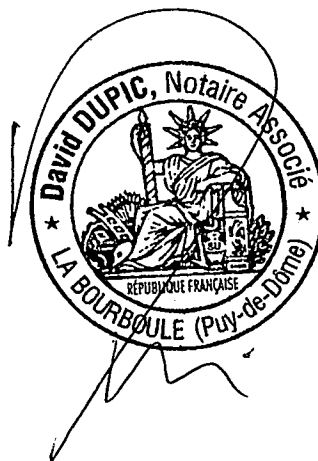
Fait à Pont du Chateau

Le 06/02/2015



- POUR EXPEDITION -

Délivrée en DIX SEPT pages, sans renvoi, sans mot nul ./.



Enregistré à : SIE CLERMONT-FERRAND NORD OUEST - PES

Le 20/02/2015 Bordereau n°2015/402 Case n°1

Enregistrement : Exonéré

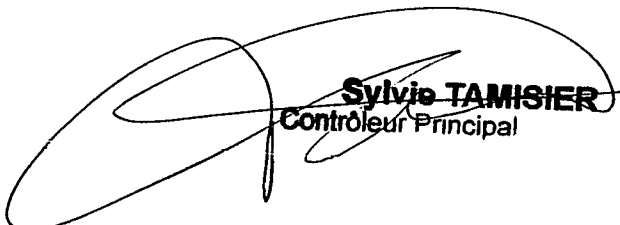
Pénalités :

Ext 1729

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

La Contrôleuse principale des finances publiques


Sylvio TAMISIER
Contrôleur Principal

-POUR EXPEDITION-

Délivrée en DIX SEPT pages, sans renvoi, sans mot nul ./.

